

LE TEMPS

analyse Jeudi 16 avril 2009

Secret bancaire, le revirement suisse

Par Myret Zaki

La nouvelle moralité fiscale dissimule mal un opportunisme qui explique le lâchage du secret bancaire. Quand les banques perdent de l'argent, on leur fait la leçon. Avant, tout leur était permis

Quand la Suisse devient moins riche, elle se fait plus morale. Les attaques étrangères contre le secret bancaire ont révélé des aspects peu reluisants de la mentalité helvétique. Sous les pressions externes, un lâchage opportuniste du secteur bancaire s'est opéré au plan intérieur. Certains politiciens, journalistes, avocats, fiscalistes ou professeurs, qui soutenaient auparavant la compétitivité de la place financière ou vantaient les succès bancaires, ont soudain changé de discours face aux assauts américains puis européens. Il est évident, ont-ils soutenu, que la distinction suisse entre fraude et évasion fiscale a toujours été «immorale». Discours non dépourvu de naïveté pour certains, qui pensaient sincèrement que la bonne foi et le respect de la position du G20 paieraient. Avant de réaliser, un peu tard, la duperie que vit aujourd'hui la Suisse face à des procédés parfaitement déloyaux.

Opportunisme moralisateur

Discours conformiste et de pure circonstance, pour d'autres: car où étaient ces chantres de la bonne conduite fiscale ces dernières années, quand le secteur bancaire triomphait sous des masses de profits, et que ni les Etats-Unis ni l'OCDE n'avaient encore ouvert les feux contre les «paradis fiscaux»? Où était leur courage pour dénoncer le système suisse par beau temps? Aucun n'a relevé le manque d'éthique qu'il voit aujourd'hui dans la notion de «concurrence fiscale». Nul n'a osé affirmer que, même si la place financière est un pilier de l'économie, la Suisse devait sacrifier l'argent «mal acquis» et se soumettre aux desiderata des pays voisins. Seules des ONG comme la Déclaration de Berne ou Tax Justice Network ont montré une consistance de vues sur la durée.

Banques moins généreuses

Les langues ne se sont déliées que quand le secteur bancaire a chuté de son piédestal, qu'il est passé de poule aux œufs d'or à boulet économique, et que les Etats-Unis avaient mis la Suisse dos au mur. Nos «révolutionnaires» locaux arrivèrent alors le torse bombé, pour planter leur drapeau sur un champ de bataille déjà conquis par Washington. Derrière ces «bien-pensants» se cachent des champions du calcul terre à terre: quand les banques perdent de l'argent, on leur fait la leçon. Quand elles en gagnent, tout leur est permis.

Et c'est tout à fait rationnel. UBS a fait chanceler l'économie suisse. En perdant 50 milliards de francs sur le marché du crédit spéculatif américain, la banque a imposé à la Confédération un prêt de 6 milliards de francs, et à la BNS un rachat d'actifs toxiques pour 40 milliards. La perte de recettes fiscales liée à l'affaire UBS s'est élevée, pour la Confédération, à 1 milliard. Avec un déficit historique de 20 milliards pour UBS en 2008, et de 8 milliards pour Credit Suisse, la valeur ajoutée du secteur bancaire dans le PIB helvétique, qui était de 9% en 2007, a reculé à 8% en 2008, selon le Seco. On s'étonne même que le recul ne soit pas plus marqué, tant le poids des grandes banques est démesuré.

Cela s'explique par le fait qu'une bonne partie des pertes ont été réalisées outre-Atlantique, c'est-à-dire dans le contexte économique américain. Mais ce recul de la valeur ajoutée de l'ensemble du secteur bancaire suisse de 6,5% en l'espace d'un an reste considérable.

Du même coup, c'est tout le rayonnement international de la Suisse qui en fut affecté. Auparavant, la Suisse appuyait sa diplomatie sur son succès bancaire. Avec une création de valeur ajoutée de 78 milliards sur les neuf premiers mois de 2007, soit 22% du PIB, le secteur financier (banques et assurances), pilier suisse, avait une grande vulnérabilité: sa très forte concentration aux mains des grandes banques, qui détenaient 68% du total des actifs fin 2006, dont le tiers du marché hypothécaire, et contribuaient pour 54% des bénéfices nets.

Lors des bonnes années, la classe politique suisse a si bien joué le jeu d'un front uni avec les banques pour maintenir que la distinction entre fraude et évasion était l'essence même du régime fiscal helvétique, et que le secret bancaire n'était pas négociable, que les discours des banquiers et des politiques ne faisaient plus qu'un. Or là aussi, le lâchage des banques a eu lieu sous la forme d'une débandade politique de Berne face à Washington, puis au G20, et non pas suite à une décision politique souveraine, réfléchie, loyale envers les intérêts nationaux. A la source de ce revirement, le fait que le pouvoir des banquiers sur les politiques a chuté au même rythme que leurs poches se vidaient. Leur force de lobbying à Washington a fondu comme neige au soleil. Là aussi, une bonne part d'opportunisme est à l'œuvre. Il n'y a pas si longtemps, les banquiers privés genevois se comportaient en actionnaires du canton de Genève, déclarant leur mauvaise humeur face au déficit cantonal, et s'interrogeant sur la qualité de la gestion de leurs copieux impôts.

Eviter le piège du «pigeon»

Jamais la décision de renoncer au secret bancaire n'aurait dû être dictée de l'extérieur. Car il sera éternellement vain, dès lors, de vouloir présenter cela comme un choix noble et assumé de nos dirigeants. La Suisse n'a fait que réagir au son du canon. Que certains habillent cela de discours sur l'éthique et tentent de faire croire que c'est la volonté propre de la Suisse n'est qu'une façon de sauver la face. Or la Suisse a une bataille digne d'être menée pour ne pas être le «pigeon» de la communauté internationale. Il lui faut obtenir une égalité de traitement de tous les centres financiers, en veillant à ce que les places anglo-saxonnes et asiatiques protégées par les grandes puissances ne prospèrent pas sur son dos. Pour gagner une telle guerre, foncièrement commerciale, le pays ne doit pas être miné par l'opportunisme, l'angélisme ou la naïveté de ses citoyens et politiques qui n'ont pas saisi les vrais enjeux. Une chose est sûre: la morale n'a rien à voir avec ce regrettable chapitre de l'histoire helvétique. S'en réclamer relève de l'imposture.

LE TEMPS © 2009 Le Temps SA